Conseil d'arrondissement du 20^{ème} du 9 novembre 2022

Vœu relatif à la mise en place des accords « Ségur » dans le secteur social et médico-social

Considérant le volontarisme de la Ville de Paris de revaloriser les rémunérations et l'attractivité des carrières dans le secteur social et médico-social ;

Considérant le choix fait par la Ville de Paris, suite à la publication des décrets en avril 2022 prévoyant le versement d'une prime mensuelle de 183 € net pour les agents paramédicaux et de la filière socio-éducative, de mettre en œuvre ces mesures en faveur des professionnels de l'accompagnement social et médico-social : agents exerçant à l'ASE, en PMI, en centres, de santé et médicaux-sociaux de la médecine scolaire, des services sociaux, des services et des établissements accueillant des publics fragiles : (EPHAD, CHU, CHRS, aide à domicile etc....) ;

Considérant le choix de la collectivité parisienne d'aller au-delà du décret dit « Ségur 3 » afin d'en corriger certains défauts, en octroyant aux agents exerçant des fonctions très proches voire indissociables des corps et métiers concernés des revalorisations indemnitaires équivalentes ;

Considérant qu'une délibération a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil de Paris dans ce sens dès le mois de juillet, avec un effet rétroactif sur les rémunérations au mois d'avril 2022 ;

Considérant que ces mesures ont permis des revalorisations salariales pour 5000 agents de la ville de Paris, pour un montant de 16 millions d'euros en 2022 et 30 millions en 2023 ;

Considérant que les collectivités locales sont en attente de compensations financières adaptées de l'État pour soutenir ces revalorisations et l'attractivité de ces métiers essentiels à la cohésion sociale, dans un contexte de forte inflation et de réduction de leur autonomie financière ;

Considérant la mobilisation des personnels du restaurant solidaire Pali Kao (CASVP) et les négociations engagées entre la Ville, les organisations syndicales et les personnels de cet équipement ;

Sur proposition de l'Exécutif, le Conseil d'arrondissement émet le vœu :

- **Que le gouvernement corrige les manques du dispositif dit « Ségur 3 » qui conduisent, malgré le volontarisme de la Ville de Paris et de certaines collectivités locales, à laisser de côté un grand nombre d'agents essentiels au bon fonctionnement du service public ;**
- **Que le gouvernement accorde pour cela aux collectivités locales le soutien budgétaire correspondant à ces revalorisations ;**
- **Que les négociations engagées entre la Ville de Paris, les organisations syndicales et les personnels du restaurant solidaire Pali Kao aboutissent rapidement à un accord, permettant la réouverture de cet équipement.**